



Conseil économique et social

Distr. limitée
2 octobre 2012
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Organe exécutif de la Convention sur la pollution
atmosphérique transfrontière à longue distance

Trente et unième session

Genève, 11-13 décembre 2012

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Examen et révision des protocoles

Projet de décision visant à modifier le texte et les annexes II, IV, V et VI du Protocole relatif aux métaux lourds

Note du groupe spécial d'experts juridiques*

Résumé

À sa vingt-neuvième session, l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance a chargé le Groupe de travail des stratégies et de l'examen de poursuivre, conformément à son mandat révisé (ECE/EB.AIR/106, par. 57 a) à c)), les discussions sur le Protocole relatif aux métaux lourds à sa cinquantième session, en septembre 2012, et, une fois mis au point le processus de révision du Protocole de Göteborg, de rechercher en priorité un accord sur le texte d'un protocole modifié avant de consacrer du temps à toute autre question de fond.

À sa cinquantième session, le Groupe de travail des stratégies et de l'examen a examiné les options envisageables pour réviser le Protocole relatif aux métaux lourds présentées dans le document ECE/EB.AIR/WG.5/2011/19 et dans le document informel n° 1, ainsi que les autres propositions formulées pendant la session. Les résultats de ces examens sont exposés dans une version révisée du document informel n° 1 établie par le secrétariat pour la trente et unième session de l'Organe exécutif. Le Groupe de travail a demandé au groupe spécial d'experts juridiques, agissant en coopération avec le secrétariat, d'établir deux documents officiels sur les décisions faisant apparaître les amendements proposés, conformément aux deux procédures exposées à l'article 13 du Protocole de 1998 relatif aux métaux lourds, afin que ceux-ci puissent être traduits dans toutes les langues de travail en temps voulu pour être examinés et éventuellement adoptés par l'Organe exécutif. Le présent document contient un projet de décision visant à modifier le texte et les annexes II, IV, V et VI du Protocole relatif aux métaux lourds. Les passages entre crochets signalent des amendements éventuels dont le Groupe de travail n'a pas terminé l'examen.

* La présente note n'a pas été revue par les services d'édition.

Projet de décision 2012/5

Amendement du texte et des annexes II, IV, V et VI du Protocole de 1998 relatif aux métaux lourds

Article premier Amendement

Les Parties au Protocole de 1998 relatif aux métaux lourds, réunies dans le cadre de la trente et unième session de l'Organe exécutif,

Décident de modifier le Protocole de 1998 à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif aux métaux lourds («le Protocole»), tel qu'il figure en annexe à la présente décision.

Article 2 Lien avec le Protocole

Aucun État ou organisme d'intégration économique régional ne peut déposer un instrument d'acceptation du présent amendement s'il n'a pas précédemment, ou simultanément, déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion au Protocole.

Article 3 Entrée en vigueur

Conformément au paragraphe 3 de l'article 13 du Protocole, le présent amendement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle deux tiers des Parties au Protocole ont déposé leur instrument d'acceptation auprès du Dépositaire.

Annexe

A. Article premier

1. Au paragraphe 10, les mots «i) du présent Protocole, ou ii) d'un amendement à l'annexe I ou II, si la source fixe ne tombe sous le coup des dispositions du présent Protocole qu'en vertu de cet amendement.» sont remplacés par les mots «pour une Partie au présent Protocole. [Une Partie peut décider de ne pas considérer comme étant une source fixe nouvelle toute source fixe pour laquelle un agrément a déjà été délivré par l'autorité nationale compétente appropriée au moment de l'entrée en vigueur du Protocole pour ladite Partie, et pour autant que sa construction ou sa modification substantielle ait débuté dans les cinq ans suivant cette date.]»
2. Un nouveau paragraphe 12, libellé comme suit, est ajouté après le paragraphe 11:
 12. On entend par «le Protocole» et «le présent Protocole» le Protocole de 1998 relatif aux métaux lourds, tel qu'il a été de temps à autre modifié.

B. Article 3

3. À l'alinéa *a* du paragraphe 2, les mots «pour laquelle les meilleures techniques disponibles sont définies à l'annexe III» sont remplacés par les mots «pour laquelle les meilleures techniques disponibles sont définies dans un document d'orientation adopté par les Parties à une session de l'Organe exécutif».
4. À l'alinéa *c* du paragraphe 2, les mots «pour laquelle les meilleures techniques disponibles sont définies à l'annexe III» sont remplacés par les mots «pour laquelle les meilleures techniques disponibles sont définies dans un document d'orientation adopté par les Parties à une session de l'Organe exécutif».
5. À l'alinéa *d* du paragraphe 2, à la fin de la deuxième phrase, le point «.» est remplacé par «; et».
6. Un nouvel alinéa *e*, libellé comme suit, est ajouté après l'alinéa *d* du paragraphe 2:

[e] Pour les sources fixes dont la construction (si la source n'a jamais été substantiellement modifiée) ou la dernière modification substantielle a démarré avant 1990 [1995], les Parties ont la possibilité, au lieu d'appliquer les alinéas *c* et *d*, d'imposer la mise hors service ou l'élimination progressive de ces sources conformément aux délais d'application prévus à l'annexe IV. Une Partie qui choisit cette solution doit faire figurer dans les informations à communiquer conformément à l'article 7 [une liste de toutes les sources] qu'il faudra mettre hors service ou éliminer progressivement en application du présent paragraphe.]
7. De nouveaux paragraphes 2 *bis* et 2 *ter* ainsi conçus, après le paragraphe 2:

2 *bis*. Une Partie qui était déjà partie au présent Protocole avant l'entrée en vigueur d'un amendement qui introduit de nouvelles catégories de sources peut appliquer les valeurs limites prévues pour une «source fixe existante» à toute source relevant d'une nouvelle catégorie, dont la construction ou la modification substantielle démarre avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur dudit amendement pour cette Partie, à moins et jusqu'à ce que la source subisse ultérieurement une modification substantielle.

2 *ter*. Une Partie qui était déjà partie au présent Protocole avant l'entrée en vigueur d'un amendement qui introduit de nouvelles valeurs limites applicables à toute «source fixe nouvelle» peut continuer d'appliquer les valeurs limites qui s'appliquaient précédemment à toute source dont la construction ou la modification substantielle démarre avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur dudit amendement pour cette Partie, à moins et jusqu'à ce que la source subisse ultérieurement une modification substantielle.

8. Au paragraphe 5:

i) Les mots «, en utilisant au minimum les méthodes spécifiées par l'Organe directeur de l'EMEP, si elle est située dans la zone géographique des activités de l'EMEP, ou en s'inspirant des méthodes mises au point dans le cadre du plan de travail de l'Organe exécutif, si elle est située en dehors de cette zone» sont supprimés.

ii) Le texte ci-après est ajouté après la première phrase:

Les Parties situées dans la zone géographique des activités de l'EMEP utilisent les méthodes spécifiées dans un texte de référence établi par l'Organe directeur de l'EMEP et adopté par les Parties à une session de l'Organe exécutif. Les Parties situées en dehors de la zone géographique des activités de l'EMEP s'inspirent des méthodes mises au point dans le cadre du plan de travail de l'Organe exécutif.

9. Un nouveau paragraphe 8, libellé comme suit, est ajouté à la fin de l'article 3:

8. Chaque Partie participe activement aux programmes exécutés au titre de la Convention sur les effets de la pollution atmosphérique sur la santé et l'environnement et sur la surveillance atmosphérique et la modélisation.

C. [Article 3 *bis*]

10. [Un nouvel article 3 *bis*, libellé comme suit, est ajouté:]

[Dispositions transitoires adaptables]

1. Nonobstant les paragraphes [...] de l'article 3, une Partie à la Convention qui devient Partie au présent Protocole entre [*le 1^{er} janvier 2014*] et [*le 31 décembre 2019*], peut recourir à des dispositions transitoires adaptables pour appliquer les valeurs limites énoncées aux annexes [...] dans les conditions précisées dans le présent article.

2. Toute Partie choisissant de recourir aux dispositions transitoires adaptables au titre du présent article indique, dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion relatif au présent Protocole, les éléments suivants:

a) Les dispositions particulières de l'annexe [...] pour lesquelles elle choisit d'appliquer les dispositions transitoires adaptables; et

b) Un plan de mise en œuvre comprenant un calendrier pour la mise en œuvre totale des dispositions spécifiées.

3. Un plan de mise en œuvre au titre de l'alinéa *b* du paragraphe 2 prévoit, au minimum, prévoir l'application des valeurs limites pour les sources fixes nouvelles et existantes spécifiées dans les tableaux [...] de l'annexe [...] et les tableaux [...] de l'annexe [...] [huit ans] au plus tard après l'entrée en vigueur du présent Protocole pour cette Partie, ou [*le 31 décembre 2022*], si cette date est antérieure.

4. L'application, par une Partie, des valeurs limites pour des sources fixes nouvelles ou existantes visées aux annexes [...] ne peut en aucun cas être remise à une date ultérieure au 31 décembre 2030.

5. Une Partie qui choisit de recourir aux dispositions transitoires adaptables au titre du présent article fournit au Secrétaire exécutif de la Commission un rapport triennal sur l'état d'avancement de l'application des annexes [...]. Le Secrétaire exécutif de la Commission communique les rapports triennaux à l'Organe exécutif.]

D. Article 7

11. À l'alinéa *a* du paragraphe 1:

- i) Le point-virgule à la fin du paragraphe «;» est remplacé par «. De plus:»; et
- ii) De nouveaux sous-alinéas i) et ii), libellés comme suit, sont ajoutés:
 - i) Lorsqu'une Partie applique des stratégies différentes de réduction des émissions au titre des alinéas *b*, *c* et *d* du paragraphe 2 de l'article 3, elle présente des documents décrivant ces stratégies et attestant son respect des obligations énoncées dans ces alinéas;
 - ii) Lorsqu'une Partie estime que certaines valeurs limites, telles que spécifiées conformément à l'alinéa *d* du paragraphe 2 de l'article 3, ne sont pas techniquement et économiquement applicables, elle le signale et fournit un justificatif.

12. L'alinéa *b* du paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

Chaque Partie située dans la zone géographique des activités de l'EMEP communique régulièrement à l'EMEP, par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif de la Commission, des informations sur les niveaux des émissions de métaux lourds en utilisant les méthodes spécifiées dans un texte de référence établi par l'Organe directeur de l'EMEP et adopté par les Parties à une session de l'Organe exécutif. Les Parties situées en dehors de la zone géographique des activités de l'EMEP communiquent les informations disponibles sur les niveaux des émissions de métaux lourds énumérés à l'annexe I. Chaque Partie fournit aussi des informations sur les niveaux des émissions des substances énumérées à l'annexe I pour l'année de référence spécifiée dans cette annexe;

13. De nouveaux paragraphes, libellés comme suit, sont ajoutés après l'alinéa *b* du paragraphe 1:

c) Chaque Partie située dans la zone géographique des activités de l'EMEP devrait, par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif de la Commission, communiquer à l'Organe exécutif les informations dont elle dispose au sujet des programmes exécutés au titre de la Convention sur les effets de la pollution atmosphérique sur la santé et l'environnement et sur la surveillance atmosphérique et la modélisation conformément aux directives adoptées par l'Organe exécutif;

d) Les Parties situées en dehors de la zone géographique des activités de l'EMEP devraient communiquer les informations analogues à celles visées à l'alinéa *c*, dont elles disposent, si l'Organe exécutif leur en fait la demande.

14. Au paragraphe 3:

- i) Les mots «En temps voulu avant chaque session annuelle de l'Organe exécutif» sont remplacés par «À la demande de l'Organe exécutif et conformément aux délais qu'il a fixés»;

- ii) Les mots «et les autres organes subsidiaires» sont insérés après le mot «EMEP» et le mot «fournit» est remplacé par le mot «fournissent»;
- iii) Le mot «pertinentes» est inséré après le mot «informations».

E. Article 8

15. Les mots «L'EMEP, en utilisant des modèles et des mesures appropriés, fournit à l'Organe exécutif, en temps voulu avant chacune de ses sessions annuelles,» sont remplacés par les mots «À la demande de l'Organe exécutif et conformément aux délais qu'il a fixés, l'EMEP et ses organes et centres techniques, en utilisant des modèles et des mesures appropriés, lui fournissent».

F. Article 10

16. Au paragraphe 4:
- i) Le mot «envisagent» est inséré avant le mot «élaborent»;
 - ii) Le mot «élaborent» est remplacé par les mots «d'élaborer»;
 - iii) Les mots «pour réduire les émissions dans l'atmosphère des métaux lourds énumérés à l'annexe I» sont supprimés.

G. Article 13

17. Au paragraphe 3, les mots «à laquelle deux tiers des Parties» sont remplacés par les mots «à laquelle deux tiers des Parties au moment de leur adoption».
18. Au paragraphe 4, les mots «quatre-vingt dix» sont remplacés par les mots «cent quatre-vingt».
19. Au paragraphe 5, les mots «quatre-vingt dix» sont remplacés par les mots «cent quatre-vingt».
20. De nouveaux paragraphes 5 *bis* et 5 *ter* ainsi conçus après le paragraphe 5:
- [5 *bis*. Pour les Parties qui l'ont accepté, la procédure définie au paragraphe 5 *ter* ci-dessous remplace celle définie au paragraphe 3 ci-dessus en ce qui concerne les amendements aux annexes II, IV, V et VI;]
- [5 *ter*. Les amendements aux annexes II, IV, V et VI sont adoptés par consensus par les Parties présentes à une session de l'Organe exécutif. À l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de sa communication à toutes les Parties par le Secrétaire exécutif de la Commission, un amendement à l'une quelconque de ces annexes prend effet à l'égard des Parties qui n'ont pas soumis de notification au Dépositaire conformément aux dispositions de l'alinéa a:
- a) Toute Partie qui n'est pas en mesure d'approuver un amendement aux annexes II, IV, V et VI en donne notification au Dépositaire par écrit dans un délai d'un an à compter de la date de la communication de son adoption. Le Dépositaire informe sans retard toutes les Parties de la réception de cette notification. Une Partie peut à tout moment substituer une acceptation à sa notification antérieure et, après le dépôt d'un instrument d'acceptation auprès du Dépositaire, l'amendement à cette annexe prend effet pour cette Partie;

b) Tout amendement aux annexes II, IV, V et VI n'entre pas en vigueur si 16 Parties au moins:

- i) Ont soumis une notification conformément aux dispositions de l'alinéa *a*; ou
- ii) N'ont pas accepté la procédure définie dans ce paragraphe et n'ont pas encore déposé un instrument d'acceptation conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus.]

H. Article 15

21. Un nouveau paragraphe 3, libellé comme suit, est ajouté après le paragraphe 2:

[3. Tout État ou organisation d'intégration économique régionale qui ne souhaite pas être lié par la procédure définie au paragraphe 5 *ter* de l'article 13 au sujet de l'amendement des annexes II, IV, V et VI le déclare dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.]

I. Annexe II

22. [Dans le tableau situé sous le point II, les mots «de plomb et de zinc», à la première ligne de la description de la catégorie 5, sont remplacés par les mots «de plomb, de zinc et de manganèse».]

J. Annexe IV

23. Le chiffre «1.» est ajouté en avant du premier paragraphe.

24. À l'alinéa *a*, les mots «pour une Partie» sont ajoutés après le mot «Protocole».

25. À l'alinéa *b*:

- a) Dans la première phrase, les mots «huit ans» sont remplacés par «XX ans».]
- b) À la fin de la première phrase, les mots «pour une Partie» sont insérés après le mot «Protocole».
- c) La dernière phrase est supprimée.]

[26. À la fin de l'annexe, les nouveaux paragraphes 2, 3 et 4, libellés comme suit, sont insérés:

2. Les délais d'application en ce qui concerne la mise hors service ou l'élimination progressive des sources fixes conformément à l'alinéa *e* du paragraphe 2 de l'article 3 du Protocole sont de cinq à quinze ans après la date d'entrée en vigueur du Protocole pour une Partie, mais se terminent au plus tard le [31 décembre 2030].

[3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, mais sous réserve de celles du paragraphe 4, une Partie à la Convention qui devient Partie au présent Protocole entre le [1^{er} janvier 2014] et le [31 décembre 2019], peut déclarer lors de sa ratification, acceptation ou approbation du présent Protocole ou de son adhésion à cet instrument, qu'elle prorogera certains ou la totalité des délais d'application des valeurs limites [et des meilleures techniques disponibles] énoncés aux paragraphes [...] de l'article 3, comme suit:

a) Pour les sources fixes existantes, jusqu'à quinze ans après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole pour la Partie en question;

4. Une Partie qui a procédé à un choix conformément à l'article 3 *bis* du présent Protocole en ce qui concerne l'annexe [...] ne peut faire aussi une déclaration au titre de l'article 3 concernant la même annexe.]]

K. Annexe V

27. L'annexe V est remplacée par le texte suivant:

«Valeurs limites aux fins de la lutte contre les émissions provenant de grandes sources fixes»

[1. La section A s'applique aux Parties autres que le Canada et les États-Unis d'Amérique, la section B au Canada et la section C aux États-Unis d'Amérique.]

I. Introduction

2. Deux types de valeur limite sont importants aux fins de la lutte contre les émissions de métaux lourds:

- Les valeurs applicables à des métaux lourds ou groupes de métaux lourds particuliers; et
- Les valeurs applicables aux émissions de particules en général.

3. En principe, les valeurs limites pour les particules ne sauraient remplacer les valeurs limites spécifiques pour le cadmium, le plomb et le mercure car la quantité de métaux associés aux émissions de particules varie d'un procédé à l'autre. Cependant, le respect de ces limites contribue sensiblement à réduire les émissions de métaux lourds en général. En outre, la surveillance des émissions de particules est généralement moins coûteuse que celle de telle ou telle substance, et en général la surveillance continue des métaux lourds pris séparément n'est matériellement pas possible. En conséquence, les valeurs limites pour les particules présentent un grand intérêt pratique et sont également énoncées dans la présente annexe, le plus souvent pour compléter ou remplacer les valeurs limites spécifiques applicables au cadmium, au plomb ou au mercure.

A. Parties autres que le Canada et les États-Unis d'Amérique

4. Dans la présente section uniquement, on entend par «poussières» et «particules totales en suspension» (PTS) la masse de particules, de quelque forme, structure ou densité que ce soit, dispersées dans la phase gazeuse au point d'échantillonnage qui peuvent être recueillies par filtration dans certaines conditions après échantillonnage représentatif du gaz à analyser et restent en amont du filtre et sur le filtre après séchage dans certaines conditions.

5. Aux fins de la présente section, on entend par «valeur limite d'émission» (VLE) la quantité de poussières et/ou de PTS et de certains métaux lourds visés par le présent Protocole contenue dans les gaz résiduels d'une installation, qui ne doit pas être dépassée. Sauf indication contraire, elle est calculée en masse de polluant par volume de gaz résiduels (et exprimée en mg/m³), en supposant des conditions normales de température et de pression pour des gaz secs (volume à 273,15 K, 101,3 kPa). En ce qui concerne la teneur en oxygène des gaz résiduels, on retient les valeurs données pour chaque catégorie de grandes sources fixes. La dilution effectuée dans le but de diminuer les concentrations de polluants dans les gaz

résiduaire n'est pas autorisée. Les phases de démarrage et d'arrêt et les opérations d'entretien du matériel sont exclues.

6. Les émissions sont surveillées dans tous les cas au moyen de mesures ou de calculs présentant au moins le même degré de précision. Le respect des valeurs limites est vérifié au moyen de mesures en continu ou intermittentes, ou de toute autre méthode techniquement valable, y compris des méthodes de calcul vérifiées. Des mesures des métaux lourds en cause sont réalisées au moins une fois tous les trois ans pour chaque source industrielle. Il est tenu compte des documents d'orientation relatifs aux méthodes de mesure et de calcul qui ont été adoptés par les Parties à la session de l'Organe exécutif. En cas de mesures en continu, la valeur limite est respectée si la moyenne mensuelle validée des émissions ne dépasse pas la VLE. En cas de mesures intermittentes ou d'autres procédures appropriées de détermination ou de calcul, les VLE sont respectées si la valeur moyenne déterminée en fonction d'un nombre approprié de mesures effectuées dans des conditions représentatives ne dépasse pas la valeur de la norme d'émission. L'imprécision des méthodes de mesure peut être prise en compte aux fins de vérification. Une surveillance indirecte des substances est également possible à l'aide de paramètres de somme/cumulatifs (par exemple la poussière comme paramètre de somme pour les métaux lourds). Dans certains cas, le recours à une technique donnée de traitement des émissions permet de maintenir ou d'atteindre une valeur/valeur limite.

7. La surveillance des substances polluantes pertinentes et les mesures des paramètres de fonctionnement, ainsi que l'assurance qualité des systèmes automatisés de mesure et les mesures de référence pour l'étalonnage de ces systèmes, sont conformes aux normes fixées par le Comité européen de normalisation (CEN). À défaut de celles-ci, ce sont les normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) ou des normes nationales ou internationales garantissant la communication de données d'une qualité scientifique équivalente qui s'appliquent.

II. Valeurs limites particulières pour certaines grandes sources fixes

Combustion de combustibles fossiles (annexe II, catégorie 1)

8. Installations de combustion (chaudières et appareils de chauffage industriel) d'une puissance thermique nominale supérieure à 50 MWth ou installations de combustion combinées à une cheminée commune d'une puissance nominale totale supérieure à 50 MWth¹. Les valeurs limites correspondent à une concentration de 6 % de O₂ dans les gaz de combustion pour les combustibles solides et de 3 % de O₂ pour les combustibles liquides. Ces valeurs ne s'appliquent pas aux installations de combustion fonctionnant moins de cinq cents heures par an. La Partie peut être dispensée de l'obligation de respecter la valeur limite d'émission dans le cas d'installations de combustion qui ne fonctionnent pas plus de 17 500 heures, à compter du 1^{er} janvier 2016 et jusqu'au 31 décembre 2023 au plus tard.

9. Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de la combustion de combustibles solides et liquides, autres que la biomasse et la tourbe:

¹ Les installations de combustion isolées de moins de 15 MWth ne sont pas prises en considération pour le calcul de la puissance nominale totale.

Tableau 1
Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant d'installations de combustion^a

<i>Type de combustible</i>	<i>Puissance thermique (MWth)</i>	<i>VLE pour les poussières (mg/m³)^b</i>
Combustibles solides	50-100	Installations nouvelles: 20 (charbon, lignite et autres combustibles solides)
		Installations existantes: 30 (charbon, lignite et autres combustibles solides)
	100-300	Installations nouvelles: 20 (charbon, lignite et autres combustibles solides)
		Installations existantes: 25 (charbon, lignite et autres combustibles solides)
	>300	Installations nouvelles: 10 (charbon, lignite et autres combustibles solides)
		Installations existantes: 20 (charbon, lignite et autres combustibles solides)
Combustibles liquides	50-100	Installations nouvelles: 20
		Installations existantes: 30 (en général) 50 pour les installations de combustion au sein de raffineries qui utilisent des résidus de distillation et de conversion provenant du raffinage du pétrole brut pour leur consommation propre
Combustibles liquides	100-300	Installations nouvelles: 20
		Installations existantes: 30 (en général) 50 pour les installations de combustion au sein de raffineries qui utilisent des résidus de distillation et de conversion provenant du raffinage du pétrole brut pour leur consommation propre
	>300	Installations nouvelles: 10
		Installations existantes: 20 (en général) 50 pour les installations de combustion au sein de raffineries qui utilisent des résidus de distillation et de conversion provenant du raffinage du pétrole brut pour leur consommation propre

^a En particulier, les VLE ne s'appliquent pas aux:

- Installations utilisant la biomasse et la tourbe comme unique source de combustible;
- Installations dans lesquelles les produits de la combustion sont utilisés directement pour le chauffage, le séchage ou tout autre traitement d'objets ou de matériaux;
- Installations de postcombustion servant à purifier les gaz résiduels par combustion, qui ne fonctionnent pas comme des installations de combustion indépendantes;
- Dispositifs de régénération des catalyseurs de craquage catalytique;
- Installations utilisées pour la transformation du sulfure d'hydrogène en soufre;
- Réacteurs utilisés dans l'industrie chimique;
- Batteries de fours à coke;
- Récupérateurs Cowper;
- Chaudières de récupération dans les installations de production de pâte à papier;
- Incinérateurs de déchets; et
- Installations équipées de moteurs diesel, à essence ou à gaz ou de turbines à combustion, indépendamment du combustible utilisé.

^b La teneur de référence en O₂ est de 6 % pour les combustibles solides et de 3 % pour les combustibles liquides.

[10. Pour les sources visées au paragraphe 9, les valeurs limites d'émission ci-après pour certains métaux lourds s'appliquent:

- a) [Valeur limite pour les émissions de cadmium: [0,05] mg/m³;
- b) Valeur limite pour les émissions de plomb: [0,5] mg/m³;
- c) Valeur limite pour les émissions de mercure: [0,03] mg/m³.]

[Ces valeurs limites pourraient être triplées en cas d'application, par les pays, de l'article 3 *bis*.]

Sidérurgie primaire et secondaire (annexe II, catégories 2 et 3)

11. Valeurs limites pour les émissions de poussières

Tableau 2

Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant du secteur de la sidérurgie primaire

<i>Activité et seuil de capacité</i>	<i>VLE pour les poussières (mg/m³)</i>
Ateliers d'agglomération	50
Installation de production de pellets	20 pour le concassage, le broyage et le séchage 15 pour toutes les autres étapes du processus
Hauts fourneaux: appareils Cowper (>2,5 t/heure)	10
Aciérie à l'oxygène – affinage et moulage (>2,5 t/heure)	30
Aciérie électrique – affinage et moulage (> 2,5 t/heure)	15 (installations existantes) 5 (installations nouvelles)

12. Les valeurs limites d'émission ci-après pour certains métaux lourds s'appliquent aux ateliers d'agglomération:

- a) [Valeur limite pour les émissions de cadmium: [0,05] mg/m³;
- b) [Valeur limite pour les émissions de plomb: [1,0] mg/m³;
- c) Valeur limite pour les émissions de mercure: [0,05] mg/m³.

[Ces valeurs limites pourraient être triplées en cas d'application, par les pays, de l'article 3 *bis*.]

13. Les valeurs limites d'émission ci-après pour certains métaux lourds s'appliquent aux installations de production de pellets, aux hauts fourneaux, à l'aciérie à l'oxygène et à l'aciérie électrique – affinage et moulage:

- a) [Valeur limite pour les émissions de cadmium: [0,05] mg/m³;
- b) [Valeur limite pour les émissions de plomb: [0,5] mg/m³;
- c) Valeur limite pour les émissions de mercure [pour l'aciérie électrique – affinage et moulage]: [0,05] mg/m³.

[Ces valeurs limites pourraient être triplées en cas d'application, par les pays, de l'article 3 *bis*.]

Fonderies (annexe II, catégorie 4)

14. Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant des fonderies

Tableau 3

Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant des fonderies

<i>Activité et seuil de capacité</i>	<i>VLE pour les poussières (mg/m³)</i>
Fonderies (> 20 t/jour):	20
<ul style="list-style-type: none"> • Tous types de fours (cubilots, fours à induction, fours rotatifs) • Tous types de moulages (perdus, permanents) 	
Laminoirs à chaud	20
	50 lorsque la présence de vapeurs humides a empêché l'application d'un filtre à manche

[15. Les valeurs limites d'émission ci-après pour certains métaux lourds s'appliquent aux fonderies:

- a) [Valeur limite pour les émissions de cadmium: [0,05] mg/m³;
- b) Valeur limite pour les émissions de plomb: [0,5] mg/m³;
- c) Valeur limite pour les émissions de mercure: [0,05] mg/m³.]

Production et transformation du cuivre[,] [et] du zinc [et du manganèse], y compris dans les fours «Imperial Smelting» (annexe II, catégories 5 et 6):

16. Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de la production et la transformation du cuivre[,] [et] du zinc [et du manganèse]

Tableau 4

Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de la production et la transformation du cuivre[,] [et] du zinc [et du manganèse]

<i>VLE pour les poussières (mg/m³) (valeur journalière)</i>	
Transformation de métaux non ferreux	20

- [17. Les valeurs limites d'émission ci-après pour certains métaux lourds s'appliquent à la production de cuivre[,] [et] de zinc [et de manganèse]:

- a) Valeur limite pour les émissions de cadmium: [0,05] mg/m³;
- b) Valeur limite pour les émissions de plomb: [1,0] mg/m³;
- c) Valeur limite pour les émissions de mercure: [0,05] mg/m³.]

Production de plomb (annexe II, catégories 5 et 6)

18. Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de la production et la transformation du plomb

Tableau 5

Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de la production et la transformation du plomb

<i>VLE pour les poussières (mg/m³) (valeur journalière)</i>	
Production de plomb	5

- [19. Les valeurs limites d'émission ci-après applicables pour certains métaux lourds ci-après sont les suivantes:

- a) [Valeur limite pour les émissions de cadmium: [0,05] mg/m³;
- b) Valeur limite pour les émissions de plomb: [2,0] mg/m³;
- c) Valeur limite pour les émissions de mercure: [0,05] mg/m³.]

Industrie du ciment (annexe II, catégorie 7)

20. Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de l'industrie du ciment

Tableau 6

Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de l'industrie du ciment^a

<i>VLE pour les poussières (mg/m³)</i>	
Installations productrices de ciment, fours, broyeurs et dispositifs de refroidissement du clinker	20
Installations productrices de ciment, fours, broyeurs et dispositifs de refroidissement du clinker utilisant la co-incinération des déchets	20

^a Installations de production de clinker de ciment dans des fours rotatifs d'une capacité >500 Mg/jour ou dans d'autres fours d'une capacité >50 Mg/jour. La teneur de référence en oxygène est de 10 %.

21. Les valeurs limites d'émission ci-après pour certains métaux lourds s'appliquent à la production de ciment:

- a) Valeur limite pour les émissions de cadmium: [0,05] mg/m³;
- b) Valeur limite pour les émissions de plomb: [0,5] mg/m³;
- c) Valeur limite pour les émissions de mercure: [0,05] mg/m³.

[Ces valeurs limites pourraient être triplées en cas d'application, par les pays, de l'article 3 *bis*.]

Industrie du verre (annexe II, catégorie 8)

22. Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de l'industrie du verre

Tableau 7

Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de la production de verre^a

	<i>VLE pour les poussières (mg/m³)</i>
Installations nouvelles	20
Installations existantes	30

^a Installations pour la production de verre ou de fibres de verre d'une capacité de 20 Mg/jour ou plus. Les concentrations valent pour des gaz résiduels secs ayant une teneur en oxygène de 8 % en volume pour la fusion continue et de 13 % en volume pour la fusion discontinue.

23. Les valeurs limites d'émission ci-après pour certains métaux lourds s'appliquent à l'industrie du verre:

- a) Valeur limite pour les émissions de cadmium: [0,05] [1] mg/m³, [sauf lorsque le cadmium est utilisé comme colorant pour obtenir un produit de qualité [0,2 mg/m³]];
- b) Valeur limite pour les émissions de plomb: [1] [5] mg/m³;
- [c) Valeur limite pour les émissions de mercure: [0,05] mg/m³.]

[Ces valeurs limites pourraient être triplées en cas d'application, par les pays, de l'article 3 *bis*.]

Industrie du chlore et de la soude caustique (annexe II, catégorie 9)

24. Les valeurs limites se rapportent à la quantité totale de mercure rejetée dans l'atmosphère par une installation, quelle que soit la source d'émission, exprimée en valeur moyenne annuelle.

25. Les installations existantes produisant du chlore et de la soude caustique à l'aide du procédé à cathode de mercure doivent être converties de façon à utiliser la technologie des membranes [ou fermées d'ici le 31 décembre 2020]: pendant la période précédant cette conversion, la limite applicable est de 1 g par Mg de chlore produit.

26. Les installations nouvelles produisant du chlore et de la soude caustique n'utilisent pas de mercure.

Incinération des déchets (annexe II, catégories 10 et 11)

27. Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de l'incinération des déchets

Tableau 8

Valeurs limites pour les émissions de poussières provenant de l'incinération des déchets

	<i>VLE pour les poussières (mg/m³)</i>
Installations d'incinération des déchets urbains ou non dangereux (>3 Mg/heure)	10
Incinération des déchets dangereux (>1 Mg/heure)	10

Note: Teneur de référence en oxygène: base sèche, 11 %.

28. Les valeurs limites d'émission ci-après pour certains métaux lourds s'appliquent à l'incinération des déchets dans les sources visées au paragraphe 27 et à la coïncinération des déchets dans les sources visées au paragraphe 9:

a) Valeur limite pour les émissions de mercure: pour l'incinération et la coïncinération [0,05] mg/m³.

B. Canada

[Le Canada s'étant prévalu du paragraphe 7 de l'article 3 du présent Protocole, il n'a pas l'obligation d'appliquer les valeurs limites spécifiées dans la présente annexe.]

C. États-Unis d'Amérique

Les valeurs limites aux fins de la lutte contre les émissions de particules et/ou de certains métaux lourds provenant de grandes sources fixes appartenant aux catégories de sources fixes ci-après, ainsi que les sources auxquelles elles s'appliquent, sont spécifiées dans les documents suivants:

[...]».

L. Annexe VI

28. Le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

Chaque Partie, dans un délai de [dix] ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'amendement figurant dans la décision XXXX/XX, interdit la mise sur le marché de piles ou accumulateurs contenant plus de 0,0005 % en poids de mercure, dans des dispositifs ou isolément. Cette restriction ne s'applique pas:

- a) Aux piles boutons contenant moins de 2 % en poids de mercure; ni
- b) Aux piles et accumulateurs contenant du mercure utilisés dans:
 - i) Des dispositifs liés à la protection des intérêts essentiels de sécurité d'une Partie, des armements, des munitions et du matériel de guerre, à l'exclusion des produits qui ne sont pas destinés à des fins spécifiquement militaires;

ii) Des dispositifs conçus pour être envoyés dans l'espace.

[29. À la fin de la présente annexe, les nouveaux paragraphes 6, 7, 8, 9 et 10 sont insérés comme suit:

[«6. Chaque Partie, dans un délai de [dix] ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'amendement figurant dans la décision XXXX/XX, interdit la mise sur le marché: des thermomètres médicaux contenant du mercure; et des autres dispositifs de mesure qui contiennent du mercure et sont destinés à la vente au public ([par exemple], manomètres, baromètres, sphygmanomètres et thermomètres autres que les thermomètres médicaux). Cette restriction ne s'applique pas aux:

a) Dispositifs de mesure ayant plus de cinquante ans [*le 3 octobre 2007*]; ni aux

b) Dispositifs utilisés pour des activités de commercialisation, des travaux de recherche-développement ou à des fins d'analyses.]

[7. Chaque Partie, dans un délai de [dix] ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'amendement figurant dans la décision XXXX/XX], prend des mesures juridiques ou administratives visant à:

a) Empêcher l'installation d'interrupteurs à mercure dans les automobiles; et

b) Prélever et récupérer les interrupteurs à mercure sur les automobiles en fin de vie avant leur recyclage ou leur destruction, afin de garantir une élimination écologiquement rationnelle du mercure qu'ils contiennent.]

Autre possibilité:

[7. Chaque Partie, dans un délai de [dix] ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'amendement figurant dans la décision XXXX/XX, interdit la mise sur le marché des véhicules dont certains matériaux et composants contiennent du mercure à des concentrations supérieures à 0,1 % en poids dans des matériaux homogènes. Cette restriction ne s'applique pas:

a) Aux lampes à décharge dans les phares; ni

b) Aux tubes fluorescents utilisés dans les écrans d'affichage.

Ces composants sont étiquetés ou rendus identifiables afin de pouvoir être plus aisément enlevés en fin de vie. Ces exemptions valent pour les types de véhicules homologués avant le [*1^{er} juillet 2012*] et leurs pièces de rechange.]

[8. Chaque Partie, dans un délai de [cinq + x] ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'amendement figurant dans la décision XXXX/XX, interdit la mise sur le marché de nouveaux équipements électriques et électroniques contenant plus de 0,1 % en poids de mercure dans des matériaux homogènes. Cette restriction ne s'applique pas:

a) Aux lampes, exception faite des lampes fluorescentes pour lesquelles s'appliquent certaines valeurs limites;

b) Aux dispositifs médicaux;

c) Aux instruments de surveillance et de contrôle;

d) Aux équipements électriques et électroniques conçus pour fonctionner sous une tension nominale supérieure à 1 000 volts en courant alternatif et à 1 500 volts en courant continu;

e) Aux équipements industriels fixes de grandes dimensions; ni

f) Aux pièces de rechange utilisées pour la réparation, ou la réutilisation, des équipements électriques et électroniques mis sur le marché avant le [1^{er} juillet 2006].]

[9. Chaque Partie, dans un délai de [cinq + x] ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'amendement figurant dans la décision XXXX/XX, interdit la mise sur le marché des lampes fluorescentes contenant du mercure dont la teneur en mercure dépasse:

a) Pour les lampes fluorescentes compactes: 5 mg de mercure par lampe; et

b) Pour les tubes fluorescents classiques à usage général:

i) 10 mg de mercure pour les tubes halophosphate;

ii) 5 mg de mercure pour les tubes fluorescents triphosphore à durée de vie normale;

iii) 8 mg de mercure pour les tubes triphosphore à longue durée de vie.]

[10. Chaque Partie [veille à] [prend des mesures aux fins de] [facilite/encourage] l'installation de séparateurs d'amalgames dans les cabinets dentaires se trouvant sur son territoire.»]
